

Être sociologue en Chine

Entretien avec Jean-Louis ROCCA

Émilie FRENKIEL

Dans cet entretien, le sociologue et sinologue Jean-Louis Rocca décrit l'évolution de la sociologie chinoise depuis sa renaissance au début des années 1980. Il évoque également les transformations de la société chinoise à travers l'analyse des représentations des classes moyennes.

Jean-Louis ROCCA est chargé de recherche au Centre d'Études et de Recherches Internationales de Sciences Po. Diplômé en sociologie, économie et chinois, il a obtenu son doctorat à l'École des hautes études en sciences sociales. Il est professeur au département de sociologie à l'université Tsinghua à Pékin depuis 2005 et directeur des Ateliers doctoraux franco-chinois, antenne française de sciences sociales et humaines à Pékin. Il travaille sur les nouvelles classes sociales et les mouvements de protestation dans la Chine urbaine contemporaine. Il a publié en 2008 un ouvrage qui regroupe des traductions d'articles écrits par des sociologues chinois : *La société chinoise vue par ses sociologues. Une sociologie de la Chine* est paru en 2010.

***La Vie des Idées* – Pourriez-vous nous présenter l'état actuel de la sociologie en Chine ?**

Jean-Louis Rocca – Un des premiers points à mettre en avant pour caractériser la sociologie chinoise, c'est la question des générations. Il ne faut pas oublier que la sociologie chinoise est relativement nouvelle puisque la sociologie avait totalement disparu de Chine et qu'elle renaît au début des années 1980 dans un climat d'ouverture, de foisonnement intellectuel, de réflexion, mais également dans un climat de suspicion encore. À l'époque, objectivement, la

sociologie était plus contestatrice. Elle posait plus de problèmes aux autorités qu'à l'heure actuelle, alors qu'elle intervenait moins sur le champ politique proprement dit. Les gens qui ont participé à la renaissance de la sociologie ont vécu la Révolution Culturelle. Ils ont été envoyés à la campagne dans le cadre du mouvement de retour aux campagnes (*xiangiang*). Ce sont donc des autodidactes, des gens qui lisaient, qui ont toujours été passionnés par les idées et par ce qui se passait dans la société. Ils ne lisaient pas des livres de sociologie, puisque par définition cela n'existait pas, mais plutôt des livres de philosophie, ou de littérature, liés aux questions sociales – ce qu'ils pouvaient trouver dans les années 1970, époque où la censure était absolument radicale, et où l'on ne pouvait pas accéder aux livres en langue étrangère. Ces gens-là ont profité à la fin des années 1970 pour certains, au début des années 1980 pour d'autres, de la réouverture des universités et de la possibilité de participer au concours d'entrée à l'université. Ils faisaient souvent partie d'une classe relativement élevée. Ils étaient fils de professeurs, journalistes, cadres, ouvriers – statut élevé à l'époque. Ils ont commencé leurs études supérieures à un âge relativement avancé, avec une expérience pratique de la vie. Ils ont tous beaucoup souffert, sont très politisés et ont commencé à faire de la sociologie dans un état d'esprit critique au sens où il s'agissait de comprendre ce qui s'était passé et ce qui se passait alors, mais aussi de contribuer à la création d'une nouvelle société chinoise dont les formes au début des années 80 étaient difficiles à définir.

Aujourd'hui, les choses sont plus clairement définies : on trouve des ouvriers exploités, des classes moyennes émergentes, des riches, la question de la représentation. Tout ceci est connu. La sociologie chinoise apporte une originalité puisque toute société est particulière. Néanmoins, les cadres généraux de ce que sera la société chinoise dans vingt ou trente ans et sa trajectoire sont déjà visibles. Ce n'était absolument pas le cas dans les années 1980. On n'avait pas du tout rompu avec le socialisme. Certains prônaient simplement une réforme du socialisme accompagnée du maintien du rôle de l'État dans les entreprises. Au niveau des mœurs, les libertés étaient limitées. Les étudiants n'avaient pas le droit de sortir ensemble, ou de se marier. Les relations sexuelles étaient extrêmement contrôlées, l'homosexualité était taboue. La société était dans une situation de *no man's land*. L'idée pour cette génération était de comprendre ce qui se passait et de contribuer aux choix de société. On a donc ressorti de vieux sociologues (comme Fei Xiaotong 费孝通) et anthropologues de leur retraite, on a fait venir quelques Américains pour donner des cours, de façon plutôt discrète. Des petits groupes de chercheurs ont créé des départements de sociologie dans les grandes universités, à l'université Sun-Yatsen de Canton, à l'université de Pékin, à

l'université du Peuple etc. jusqu'à la fin des années 1980, alors que subsistait une certaine suspicion envers cette matière, comme pour l'ensemble des sciences sociales.

La Vie des Idées – Comment la sociologie fut-elle appelée à jouer un rôle officiel dans les années 1990 ?

Jean-Louis Rocca – Après les événements de 1989, la suspicion s'est intensifiée car des sociologues avaient pris des positions fortes. Il y eut une chasse aux sorcières au sein de l'Académie des sciences sociales et dans les universités, limitée par l'action de certains sociologues, qui sont parvenus à freiner la répression. Il faut attendre les années 1993-1994 pour voir un retour à une normalisation. Dans les années 1980, la sociologie des religions réapparaît. Des chercheurs travaillent en criminologie, sur l'urbanisation, sur les problèmes des paysans, dans un contexte de traductions des classiques de la sociologie américaine et française, et de lectures tous azimuts.

Au milieu des années 1990, tout a basculé quand la sociologie est passée d'un statut de science légale mais dangereuse politiquement à une science quasiment officielle, pour caricaturer. La première moitié des années 1990 est sans doute la période la plus importante depuis la décision en 1978-1979 de mettre en place une nouvelle politique, parce que les réformes sont radicalisées et qu'on remet tout à plat. L'industrie publique est liquidée. Le système de protection sociale socialiste est détruit. Le contrat est introduit, mais on va aussi permettre le développement de l'emploi informel à travers le pays. Aujourd'hui, sans doute plus de la moitié des habitants des grandes villes chinoises travaille dans l'informel. Le phénomène d'exode rural et d'urbanisation, d'ampleur phénoménale, change totalement la donne de la société chinoise. Les gens sont confrontés à des rythmes de changement radicaux, en termes de systèmes d'éducation, de cadres et de niveaux de vie, avec des appartements de plus en plus grands, l'achat de la voiture, la possibilité de se déplacer plus facilement, de voyager. On est passé, pour schématiser, de la société du XIX^e siècle, peu mobile, à la société postmoderne du XXI^e siècle en sept ou huit ans. Et c'est un élément fondamental. Les gouvernements (cela se passe aux niveaux inférieurs également, jusque dans les petites villes) ont commencé à s'interroger sur des choses qu'ils ne comprenaient pas, et sur quantité de problèmes qu'ils n'avaient pas l'habitude d'aborder. Ils n'avaient pas bénéficié de formations adaptées. En France, nous avons l'ENA, qui est censée former non seulement de bons fonctionnaires mais aussi des gens intelligents qui savent régler les problèmes. Mais il n'y a pas du tout cette croyance, ni cette formation, en Chine. Et les gens qui tiennent le pouvoir

aujourd'hui ont été élevés dans les années 1950 et pendant la Révolution Culturelle. Ils ont une formation socialiste, ont une pensée socialiste de l'État et ont souvent fait des études d'ingénieur. Ils connaissent très mal les langues étrangères et ce qui se passe à l'extérieur. Intelligemment, ils ont eu tendance à s'appuyer sur l'expertise, sur la technocratie, ou plutôt sur l'alliance des techniciens et des intellectuels, pour aborder ces questions sociales.

Ainsi, la sociologie chinoise est aujourd'hui une science considérée utile pour comprendre les problèmes sociaux. Les chercheurs, experts des problèmes sociaux, sont consultés lorsqu'une difficulté apparaît et ils ont pris l'habitude d'interpeller les gouvernants sur un certain nombre de problèmes qu'ils considèrent cruciaux pour l'avenir de la Chine. Ils sont toujours contestataires mais dans un cadre qui est tout à fait différent. Dans les années 1980, ils étaient en dehors du pouvoir, considérés comme suspects. Depuis la moitié des années 1990, ils sont contestataires à l'intérieur du système lui-même, prenant eux-mêmes part aux luttes politiques qui existent, entre le centre et les collectivités locales, entre l'administration de la police et l'administration de l'économie, entre l'administration du social et l'administration du commerce extérieur etc. Ils font désormais partie intégrante des luttes politiques et intellectuelles. Aujourd'hui, on assiste à une explosion de la sociologie, au sens où de plus en plus d'universités créent des départements de sociologie, y compris des universités technologiques et industrielles. Tous les domaines sont très largement touchés. Cela se décline en spécialistes de psychologie sociale, de protection sociale, entre autres, au moment des recrutements. Ces sociologues interviennent dans les journaux, dans les séminaires gouvernementaux. Ils sont extrêmement présents et cela est à rapprocher de ce qui se passait en France dans les années 1960, 1970, et du rôle très important des sociologues comme techniciens du social.

La Vie des Idées – Quelle est la particularité des chercheurs et des recherches en sociologie en Chine ?

Jean-Louis Rocca – Leur histoire crée une situation particulière. Ces chercheurs sont contestataires et mettent le doigt là où cela fait mal, mais ce sont aussi des praticiens, des docteurs, pour une part en tout cas, même si le gouvernement ne suit pas à la lettre leurs conseils – ils ne sont par ailleurs pas tous d'accord et le gouvernement ne pourrait pas tous les suivre. Toute une partie des études de sociologie sont par conséquent extrêmement théoriques. On essaie de nourrir le débat par de nouveaux concepts presque toujours importés. Certains sociologues militent actuellement pour la création de concepts propres à la Chine (*bentuhua*),

mais ces tentatives n'ont pas mené à des choses bien intéressantes ou originales. Les sociologues chinois sont donc toujours à l'affût des nouvelles analyses, des nouveaux concepts et des expériences qu'on peut connaître ailleurs. Ils se concentrent davantage sur la question de leur adaptation en Chine que sur la création de nouveaux concepts. L'autre volet, aussi très développé, concerne les recherches pratiques. C'est à la fois un plus pour la sociologie parce que cela justifie le fait qu'elle est écoutée et fait partie du débat public, mais le danger, c'est qu'on se concentre sur les sujets qui ont été déterminés par les pouvoirs publics ou par des sociologues de renom, qui ont décidé qu'il fallait parler de telle chose en priorité. Cela crée une sociologie destinée à résoudre les problèmes (*policy-oriented*) assez morale. Il faut défendre des idées et un certain nombre de principes de justice sociale. Dernièrement, on parle ainsi de « mauvais capitalisme » pour la Chine par rapport à d'autres, ou encore de « mauvaise gouvernance », de justice sociale, de droits non respectés. Cet aspect moral et moralisateur brouille les recherches parce qu'elles s'évertuent avant tout à montrer pourquoi c'est comme cela, comment on pourrait résoudre les choses, et à lever les obstacles vers une bonne gouvernance à la chinoise. Les questions de recherche fondamentale, basées sur des recherches empiriques dans différents milieux sociaux, la détermination de problèmes qui ne seraient pas forcément d'ores et déjà considérés comme fondamentaux, les recherches sur des phénomènes sociaux et groupes sociaux non « vulnérables », pour reprendre le vocabulaire des grandes organisations internationales, sont très peu couverts. Très peu de gens travaillent sur les classes les plus aisées ; on travaille sur les classes moyennes mais toujours dans l'idée de créer une vraie classe moyenne qui puisse absorber les travailleurs migrants (*nonmingong*). Les recherches sont toujours menées dans le but de défendre une certaine justice sociale et elles sont toujours liées à l'avenir de la Chine.

Pour compléter tout cela, il faut ajouter que les sociologues sont nombreux, mais que la plupart travaillent sur la société chinoise. On ne s'intéresse qu'à la Chine, on connaît mal les langues étrangères globalement. Les chercheurs lisent l'anglais, mais préfèrent de loin les traductions en chinois, ce qui pose un problème sur la qualité de ce qu'ils peuvent lire, et ils ne s'expriment pas bien dans d'autres langues. Or, le fait qu'ils travaillent seulement sur la Chine leur ôte la possibilité de bien comprendre les théories qu'ils utilisent. La quasi-totalité des étudiants chinois qui partent étudier à l'étranger travaille sur la Chine et non sur le pays ou la région où ils viennent faire leurs études. Ils optent rarement pour une approche comparatiste, qui les obligerait à investir dans la société dans laquelle ils se trouvent. Il existe par conséquent un très grand décalage, entre une expérience étrangère et la réalité chinoise,

radicalement différente. Par conséquent, l'assimilation des théories et analyses étrangères est extrêmement forte aujourd'hui. Toutefois, sans une action volontariste destinée à orienter les étudiants chinois vers des travaux de recherche en France sur la France, on ne trouvera jamais de sociologues chinois qui ont une expérience française leur permettant ensuite de mieux utiliser les outils qu'ils ont acquis pour étudier les questions chinoises. Malheureusement, le gouvernement français, qui avait commencé une action dans ce sens-là, est en train de l'abandonner. Cette question des allers et retours et de la sinisation des questions est extrêmement importante pour la sociologie, mais aussi pour d'autres disciplines. Beaucoup d'études, de recherches sont faites, dont certaines de grande qualité. Mais l'hyper profusion de textes et d'articles, qui se copient, se répètent et plagient (on peut trouver par exemple 200 articles sur la classe moyenne en Chine), crée une grande lassitude, même si certains sont excellents. L'importance de la production et de la publication est problématique ici. Elle est liée à l'évolution des universités chinoises, qui sont calquées sur le modèle américain, aux nombreux avantages mais dont le défaut est de forcer les universitaires à publier quels que soient les résultats de leurs recherches.

La Vie des Idées – Vos recherches actuelles portent principalement sur les classes moyennes chinoises et notamment sur l'imaginaire qui sous-tend le discours sur les classes moyennes, n'est-ce pas ?

Jean-Louis Rocca – Je fais partie des gens qui, dans la tradition wébérienne, foucaldienne, eliasienne, bourdieusienne, pensent que le discours et les faits ne sont pas séparables, et qu'un fait n'existe qu'à partir du moment où il y a un discours, qui transmet ce fait aux autres fait de communication. Cette question des classes moyennes en Chine me paraît intéressante, d'abord parce qu'on en parle énormément. Cela signifie qu'il existe un problème, des intérêts et besoins matériels mais aussi immatériels, liés aux représentations et aux imaginaires. Cette question existe même si on en voit mal les contours sur le plan objectif. J'ai une attitude très constructiviste par rapport à ce phénomène. Pour étudier les classes moyennes chinoises, je me réfère principalement à *White collar* de Wright-Mills sur la naissance de la classe moyenne américaine moderne et aux *Cadres* de Boltanski, qui retrace l'histoire de l'idée de classe moyenne. La croissance phénoménale des revenus constitue un phénomène matériel, visible et facilement constatable. De plus en plus de gens en Chine achètent un appartement, une voiture, vont au restaurant, envoient leurs enfants étudier à l'étranger. Cette croissance importante des revenus touche une très grande partie de la population, y compris les migrants qui viennent en ville, même s'ils sont exploités, et une partie de cette croissance concerne une

population dont le niveau de vie était déjà correct dans les années 1980, et qui est devenu encore meilleur dans les années 1990. Parallèlement, on observe une croissance du niveau d'éducation de la population chinoise, avec d'une part l'augmentation forte du nombre de gens ayant un diplôme universitaire, au capital culturel élevé. La diversification des emplois est également incontestable, avec de plus en plus d'emplois dans le tertiaire, d'employés dans la restauration mais aussi dans le high-tech et les entreprises de communications, ou qui sont journalistes ou enseignants. On observe l'apparition d'une couche de gens qui, sans être obligatoirement riches et sans faire partie d'une certaine nomenklatura, ont atteint des niveaux de responsabilité relativement élevés. On remarque que cela regroupe des gens qui n'ont pas obligatoirement toutes ces caractéristiques. Par exemple, certains universitaires ont des revenus bien plus faibles que des non diplômés ou des employés dans des secteurs traditionnels. Ce groupe n'est pas du tout homogène, mais il a en commun de se situer dans une sorte de bulle moyenne par rapport à un certain nombre de critères. En dessous, le petit peuple urbain, qui n'a pas su ou pu rebondir au moment du changement du système de l'unité de travail, qui prenait les gens totalement en charge, ainsi que les migrants. Au-dessus, les très riches, les businessmen et les milliardaires.

La Vie des Idées : Qu'apporte l'analyse du discours sur les classes moyennes en Chine ?

Jean-Louis Rocca : Les discours peuvent nous permettre d'expliquer ce qui se passe dans la société chinoise, sur des questions d'ordre économique notamment. Lorsqu'on voit ce que le gouvernement ou les chercheurs disent sur la question de la classe moyenne, on s'aperçoit qu'ils considèrent que la moyennisation (constitution d'une classe moyenne) est très importante car cela va dynamiser l'économie. La classe moyenne est en effet censée consommer plus et mieux que les autres (acheter des produits dont la valeur ajoutée est plus importante), et plus intelligemment (ces gens vont faire des économies, avoir un projet de consommation). Cela doit permettre à la Chine de résoudre un problème majeur ; à savoir, la dépendance vis-à-vis du marché extérieur, en constituant un marché intérieur chinois. La classe moyenne est censée, car ceci ne repose pas sur des éléments bien définis, être mue par un patriotisme inconscient et acheter des produits chinois. Sa façon de consommer entraînerait la société chinoise vers quelque chose de mieux. La classe moyenne est aussi vue comme utile socialement, dans le domaine de la civilisation de la Chine, au sens eliasien du terme. Aujourd'hui, beaucoup de gens considèrent que les Chinois ne sont pas encore assez modernes ou civilisés. Ils continuent à cracher par terre, à ne pas trop savoir comment manger ou boire des produits étrangers. Il faut les amener à avoir des styles de vie et de

comportements conformes à l'imaginaire de la civilisation et de la modernité. Et la classe moyenne est le laboratoire de cette évolution. Des psychologues se consacrent ainsi à la psychologie du moyen. Quantité de journaux apparaissent et publient divers conseils sur les styles de consommation, le vin, les manières de table, les rapports entre hommes et femmes, entre parents et enfants. On attend que cette classe joue un rôle positif car c'est une classe moderne, ouverte, mais sérieuse, de gens qui ont les pieds sur terre et qui ne font pas n'importe quoi.

Le rôle politique de la classe moyenne constitue un autre élément fort dans ce discours, d'abord en ce qui concerne les fondements de la légitimité de la réussite sociale. On a aujourd'hui un problème en Chine de discours anti-riches, de suspicion envers les riches. Ces derniers sont censés avoir utilisé leur pouvoir (leurs relations) ou des moyens illégaux pour devenir riches. On considère que devenir riche est suspect. Cela ne veut pas dire qu'on n'est pas jaloux, au contraire. À l'inverse, la réussite sociale par le talent, le travail, la remise en cause constante de soi-même, est valorisée. S'est ainsi constitué un discours sur la réussite légitime des classes moyennes. L'exemple du jeune d'origine modeste qui étudie avec acharnement pour réussir le *gaokao* (concours d'entrée à l'université), entre dans une bonne université, puis trouve de bons stages et s'y fait remarquer pour enfin obtenir un bon poste, en complétant ses connaissances par des cours du soir et des lectures, est récurrent. Cet imaginaire est très fort. D'autre part, la question de la représentation et de la contestation politique représente un enjeu majeur. On entend partout, à tous les niveaux, que la Chine a besoin d'un système de représentation mais n'est pas mûre pour les élections. Beaucoup de Chinois sont encore des paysans, ne sont pas suffisamment éduqués. Cette analyse élitiste des élections prône la constitution d'électeurs avant d'avoir des élections. Il y a un parallèle absolument merveilleux à faire sur ce qu'on lit dans la France du XIX^e siècle avec Guizot, notamment. Pourtant, c'est à travers les élections que se sont constitués les électeurs et, au départ, on ne sait pas bien ce qu'est la démocratie. Les élections villageoises en Chine sont jugées acceptables, car il s'agit d'élire le « plouc en chef » et de régler des petites histoires locales, mais les affaires de l'État ne seraient pas à la portée des petites gens. Il faut constituer cette classe éduquée et raisonnable avant de mettre en place des institutions représentatives.

Pourquoi la classe moyenne ? Parce qu'elle est censée être contestatrice, favorable au droit, au règne de la loi, à l'équité sociale, être prête à défendre ses intérêts tout en restant raisonnable. Cette idéologie du raisonnable va dans le sens du gouvernement chinois. Il existe

cependant un décalage : l'État chinois ne peut pas avoir une politique uniquement orientée vers la classe moyenne parce qu'il existe d'autres groupes d'intérêts. Mais on remarque une certaine adéquation au moins au niveau du discours, une certaine convergence pour la résolution des problèmes. La lutte politique actuellement la plus emblématique des classes moyennes est la lutte des propriétaires contre les promoteurs. On n'y trouve rien de révolutionnaire, pas de demande de changement social, mais une défense de la propriété contre un certain empiétement de l'État ou des intérêts économiques. On peut donc faire des parallèles avec ce qui se passe en France quand une déclaration d'utilité publique de la construction d'une route annonce la destruction de dix maisons, et provoque différents recours et différentes réactions de la part des habitants.

On peut s'interroger sur le décalage de ce discours sur la classe moyenne utile avec d'autres points de vue, d'autres discours, notamment celui des chercheurs. Ce qui pose problème ici, ce sont les références. On se réfère toujours aux expériences des autres pays, mais souvent sans bien savoir de quoi on parle. Par exemple, on cite souvent Wright Mills, mais pour dire le contraire de ce qu'il disait. Pour lui, il y a une atomisation politique de la classe moyenne. C'est le règne de la non politique, entendue dans le sens arendtien. Elle n'a rien à dire sur le changement politique, sur la grande remise en cause des fondements de la société, mais a au contraire une vision assez proche de l'État moderne dans à peu près tous les pays. Sur les questions de consommation, des problèmes se posent concernant les formes d'épargne. Car, en Chine, on consomme très peu, on épargne beaucoup. Mais l'idée morale de réussite sociale légitime peut également être remise en cause. On sait bien qu'une très grande partie des diplômés de l'université viennent des villes non pas à cause d'une supériorité, mais parce qu'il existe des quotas qui permettent aux urbains d'entrer plus facilement à l'université. Les classes moyennes urbaines sont des privilégiées, et souvent ce sont des différences infimes de circonstances ou des choix personnels qui les distinguent de ceux qui ont fini par basculer dans l'aisance.

J'essaie ainsi de mettre en contradiction le discours avec un certain nombre d'autres discours, phénomènes, histoires et faits. Si en France ou en Allemagne, on avait, comme l'affirment beaucoup de Chinois, attendu l'avènement de l'électeur instruit, qui s'intéresse à la question de la nation, il aurait fallu attendre jusque dans les années 1960, voire 1970, et il faudrait peut-être aujourd'hui penser à supprimer les élections puisque de moins en moins de gens votent, et que ceux qui votent le font principalement pour des raisons purement

domestiques d'augmentation des revenus. Je mets aussi ce discours en contradiction avec lui-même, parce que la définition précise de cette classe moyenne pose un problème fondamental. On lui donne des attributs, mais qu'y a-t-il de congruent et de cohérent dans ce groupe de gens ? Et bien, finalement peu de choses. Comme dans d'autres pays, on trouve des fonctionnaires mal payés (parfois corrompus mais qui reçoivent des avantages, et dont le style de vie est très simple), des migrants qui ont réussi à faire des affaires, des urbains qui ont accédé à un certain niveau de vie car ils ont profité d'un certain nombre d'avantages (comme ces femmes à Pékin, mises en retraite anticipée et touchant un revenu de l'ordre de 1500-2000 yuan par mois, ce qui n'est pas rien, et qui à côté de cela font des petits boulots), des rédacteurs en chef de revues, des professeurs d'université, des petits patrons d'entreprises high-tech. Qu'ont-ils en commun en termes d'éducation, de styles de vie, d'intérêt pour la politique ou même d'engagement politique ? Certains sont proches des élites ou en font partie – les universitaires, par exemple, qui font partie de la « bourgeoisie » intellectuelle même s'ils s'en défendent. Les types de mouvements sociaux qui se développent ne sont pas très contestataires. J'essaie de partir de ce discours, de ne surtout pas définir de classe moyenne *a priori*, ni de créer un universel de la classe moyenne avec des caractéristiques bien nettes, mais au contraire de partir d'une certaine réalité, de certaines pratiques et d'expériences autres qui viennent de l'étranger.

La Vie des Idées – Sur quels autres sujets portent vos recherches ?

Jean-Louis Rocca – Je travaille également sur la problématique de la modernisation, qui est liée à la question des classes moyennes. La Chine veut ressembler aux sociétés modernes, même dans le domaine politique. Tout le monde dit qu'il faut instaurer une démocratie en Chine, que c'est une nécessité. Le débat se situe en réalité au niveau de la technologie de la démocratisation. Sur le grand problème de la société chinoise, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut plus de démocratie, de représentation, d'expression des intérêts et des mécontentements. La volonté de modernisation politique est extrêmement forte. La question des formes est plus complexe. La modernisation des mœurs est également cruciale. Tout le monde veut manger, s'habiller, s'amuser et éduquer ses enfants comme un homme moderne. Au niveau de la structure de la société chinoise, de la stratification sociale, s'exprime une volonté de modernisation sociale. On veut avoir une société moderne en ballon de rugby avec une population moyenne et très peu de riches et de pauvres. On réfléchit à la mise en place de politiques publiques, de protections sociales, pour arriver à cette société idéale. Il s'agit également de modernisation culturelle : on veut que Pékin et Shanghai soient des villes

culturelles. On a construit énormément de théâtres, de musées et d'œuvres architecturales, ce qui n'est pas contradictoire avec le grand retour actuel à la tradition et au Confucianisme. Toute société moderne se pose des questions sur son identité. La Chine, comme la France, l'Inde ou le Japon, revendique une identité propre. Le Japon est un pays à la fois hyper moderne et traditionnel. Les deux éléments sont articulés et réinventés dans un contexte particulier. En Chine, ce qu'on va chercher dans Confucius, ce sont des éléments adaptables. Personne ne dit que la femme doit être totalement dominée par l'homme, les enfants par leurs parents, ou qu'il faut revenir aux Royaumes combattants (du V^e au III^e siècle av. J.-C). On met plutôt en évidence certains éléments qui peuvent être appliqués dans une entreprise, le paternalisme et la bienveillance du patron, qui se conduit comme un homme de bien, un *junzi*. Il n'y a pas de lutte entre tradition et modernité. La modernisation suppose une individualisation des pratiques culturelles et sociales nationales mais elle se situe également à l'échelle des individus. Aujourd'hui, chaque Chinois doit se produire comme individu. Quand on cherche un travail, il faut montrer qu'on n'est pas comme les autres. Cela ne veut pas dire qu'on peut faire n'importe quoi. Il faut trouver certains éléments acceptables par la société car conçus comme subjectifs, et abandonner les autres (personne ne s'habille ou ne parle comme Confucius ; les femmes ne portent des *qipao* (robes traditionnelles) que dans certaines occasions). Le style de vie doit refléter une certaine individualité. Cette dialectique de l'uniformisation et de la subjectivation est à l'œuvre en Chine, comme dans tout pays traversant cette phase de modernisation. Toutes mes recherches portent autour de ces questions : styles de vie, classes moyennes, mouvements de protestation. Je travaille à repérer les éléments de cet imaginaire calqué sur l'étranger, mais dont les caractéristiques sont chinoises, car le contexte se distingue profondément des contextes européens, coréens, taiwanais ou hongkongais. Ce qui se passe dans ces pays n'apporte que peu d'éléments pour comprendre la société chinoise. Au sein des frontières de la Chine, le phénomène varie aussi considérablement selon où l'on se situe et je m'intéresse pour l'instant surtout aux grandes villes telles que Pékin et Shanghai, dont les populations représentent environ quarante millions d'habitants.

Pour aller plus loin :

Jean-Louis Rocca, *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de Sciences Po, 2008

Jean-Louis Rocca, *Une sociologie de la Chine*, La Découverte, coll. Repères, 2010

« À la recherche de la contestation politique dans la Chine urbaine », Dossier Kiosque du CERI sous la direction de Jean-Louis Rocca, avril 2010

<http://www.ceri-sciencespo.com/cerifr/kiosque.php>

Jean-Louis Rocca, “Power of Knowledge: The Imaginary Formation of the Chinese Middle Stratum in an Era of Growth and Stability”, Christophe Jaffrelot, Peter van der Veer ed. *Patterns of Middle Class Consumption in India and China*, Sage Publications India, 2008

Mills, C. Wright, *White Collar. The American Middle Classes*, Oxford University Press, 1951

Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Minuit, Paris, 1982

Norbert Elias. *La Civilisation des mœurs*, Calmann-Lévy, Paris, 1973

Publié dans laviedesidees.fr, le 31 août 2010

© laviedesidees.fr